

Elections fédérales : quels enjeux pour la prochaine législature ?

Autor(en): **Ley, Anne-Marie**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **71 (1983)**

Heft [10]

PDF erstellt am: **16.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-276935>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Elections fédérales : quels enjeux pour la prochaine législature ?

Dans un climat tendu, les revendications des femmes sont mises en veilleuse.

Les tensions plus vives, sur le plan international, à cause du Boeing sud-coréen abattu par la chasse soviétique et l'écart qui se creuse, sur le plan national, entre cantons prospères et cantons frappés de plein fouet par la récession sont en train d'exercer leur influence sur le climat dans lequel se déroule la campagne électorale en vue du renouvellement du Conseil national et d'une partie du Conseil des Etats, le 23 octobre prochain. Il en résulte que les questions relatives à l'amélioration de la condition des femmes sont reléguées à l'arrière-plan.

Il est vrai que les femmes ont obtenu une importante victoire, le 14 juin 1981, avec l'inscription dans la Constitution fédérale de l'égalité des droits entre hommes et femmes et que la révision du droit du mariage suit son cours. Mais il est aussi vrai que la solution de l'avortement est dans l'impasse et que la protection de la maternité bute sur d'importants obstacles. Par ailleurs, la polarisation entre une droite plus forte et une gauche divisée a tendance à s'accroître. Enfin, il est vrai que le nombre des femmes candidates est en augmentation par rapport à 1979 dans presque tous les cantons (VD : 31,7 % - GE : 25,5 % - VS : 8,1 %). Mais nul ne se risque à prédire une augmentation du nombre des élus.

C'est donc dans un climat plus âpre qu'il y a quatre ans que se dessinent les grands thèmes de la campagne électorale de cet automne : renforcement de la défense nationale, assainissement des finances fédérales, maintien de la capacité compétitive de l'économie et sécurité de l'emploi. Avec un accent nouveau toutefois sur la protection de l'environnement.

Indiscutablement, les tensions internationales renforcent la cause de tous ceux qui plaident pour une défense nationale crédible et, par conséquent, l'ouverture de crédits au développement et à la modernisation de l'armée.

Finances fédérales : la résignation

L'assainissement des finances fédérales demeure au premier plan des préoccupations des partis politiques, quand bien même les stratégies pour y parvenir diffèrent diamétralement entre la gauche et la droite. Dans une ambiance toutefois tein-

tée d'une certaine résignation : en effet, tous les projets de nouveaux impôts destinés à renflouer la caisse fédérale se heurtent à l'opposition tantôt de la gauche, tantôt de la droite. La gauche défend l'idée de « prendre l'argent où il se trouve », d'où son soutien au projet mort-né d'impôt sur les avoirs fiduciaires des banques. La droite affiche son scepticisme à l'égard des projets d'impôts routiers (taxe poids lourds, vignette autoroutière) ou de l'assujettissement à l'ICHA des agents énergétiques ; elle plaide plutôt en faveur de la nouvelle répartition des tâches entre les cantons et la Confédération, dans l'idée d'alléger les tâches de cette dernière. Mais en fait, ni à gauche, ni à droite, on n'a imaginé de solution efficace en vue d'arriver à équilibrer le budget de la Confédération dans des délais raisonnables.

Economie : des stratégies divergentes

Tous les partis sont certes d'accord pour affirmer que le maintien d'une économie saine est un objectif prioritaire. Les partis bourgeois affirment leur foi en une économie de marché fonctionnant aussi librement que possible, c'est-à-dire sur la base d'une intervention de l'Etat strictement limitée. La gauche au contraire entend mettre au premier plan la sécurité de l'emploi et la lutte contre le chômage ; elle

appuie en particulier les mesures proposées par le Conseil fédéral pour soutenir l'économie : programmes de relance, programmes d'impulsions, garantie contre les risques à l'innovation.

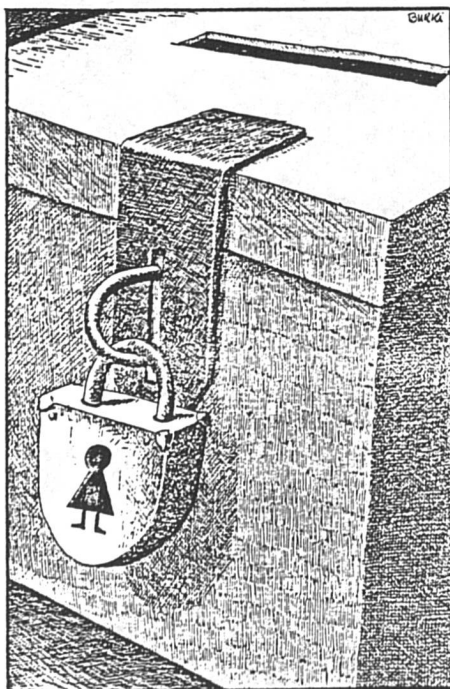
Lié au domaine économique parce qu'il s'inscrit dans le contexte du marché du travail, le thème de la lutte contre la surpopulation étrangère connaît un regain d'actualité. Confortée par l'échec en votation populaire de la nouvelle loi sur les étrangers et reprenant à son compte les inquiétudes manifestées par une partie de la population suisse face à l'augmentation du nombre des candidats à l'asile politique, l'Action nationale vient de lancer une nouvelle initiative en vue de limiter l'immigration étrangère.

Protection de l'environnement : des accents nouveaux

Dans ce climat où l'esprit conservateur tend à l'emporter sur un esprit plus progressiste, conformément du reste à une tendance générale dans les pays occidentaux, le thème de la protection de l'environnement s'affirme sur des accents nouveaux, permettant de dépasser le clivage traditionnel entre la droite et la gauche. Sensibilisée par le scandale de la dioxine de Seveso et par l'accroissement de la pollution de tous les éléments naturels, l'opinion publique prête une oreille attentive aux sombres prédictions des écologistes. La gauche, en perte de vitesse à cause de ses divisions entre syndicalistes et idéologues, a repris vigoureusement en charge la cause écologique. Les socialistes viennent en effet d'annoncer le lancement d'une initiative populaire sur l'environnement. Parallèlement, le mouvement des « verts », toutes tendances confondues, entend se manifester dans la campagne électorale en préchant, sur des registres différents, la lutte contre les atteintes à l'environnement. Enfin, des représentants des partis bourgeois conviennent que la protection de l'environnement est devenue aujourd'hui d'intérêt primordial et que des mesures plus strictes s'imposent d'urgence dans ce domaine.

La nature et le degré de l'engagement des candidats aux Chambres fédérales dans le domaine de l'environnement pourraient donner au Parlement de la prochaine législature une physionomie plus originale que la traditionnelle répartition des sièges en fonction des scores réalisés par les différents partis le 23 octobre prochain. ●

Anne-Marie Ley



Inform'elles, décembre 1982